

En Argentine, le peso est appelé Dólar (\$). Nous emploierons donc ce terme dans cet article !
Pour parler du dollar américain : USD



ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS



Immensités argentines

Du 07 au 24/02/2024

@-Pierre-yves DENIZOT / 2024 - <http://pierreyvesdenizot.fr/>

(Essayer de) comprendre le change peso – dollar – euro (et j'y ai passé du temps pour tenter de saisir les subtilités de la chose...)

Dólar Blue ↗ 0,45% 1075,00 1125,00 COMPRA VENTA 10/01/2024 - 11:23	Dólar Oficial ↗ 0,03% 800,00 859,28 COMPRA VENTA 10/01/2024 - 11:42
Dólar Banco Nación ↗ 0,06% 794,50 834,50 COMPRA VENTA 10/01/2024 - 12:25	Dólar MEP ↘ -0,80% 1150,76 REFERENCIA 10/01/2024 - 12:25
Euro = 0% 870,22 940,47 COMPRA VENTA 10/01/2024 - 10:47	Euro Blue = 0% 1170,58 1225,28 COMPRA VENTA 10/01/2024 11:00
Dólar Turista ↗ 0,06% 1335,20 REFERENCIA 10/01/2024 - 12:25	Dólar Mayorista ↗ 0,07% 812,00 815,00 COMPRA VENTA 10/01/2024 - 10:10
Dólar Cripto ↗ 0,16% 1171,18 FUENTE BITSO 10/01/2024 - 12:25	Dólar Futuro ↘ -0,06% 831,30 831,50 COMPRA VENTA 10/01/2024 - 12:20
Dólar CCL ↘ -0,10% 1192,50 REFERENCIA 10/01/2024 - 12:25	

En raison d'une inflation galopante depuis 2018, plusieurs taux de change coexistent en Argentine. En plus du taux de change officiel en vigueur, on retrouve aussi, entre autres, un taux de change populaire : le **Dólar blue** (peso argentin lorsqu'il est échangé à un taux favorable dans une transaction alternative, par exemple entre personnes dans la rue), le **Dólar MEP** (pour « Marché Electronique de Paiement ») et le **Dólar touristique** (qui est fait seulement pour les Argentins qui voyagent à l'étranger). Il en existe de nombreux autres (voir l'image ci-contre = taux à la date du 10/01/2024) mais qui ne nous intéresseront pas. Mi-décembre, le nouveau président Milei a décidé de dévaloriser le peso de 50% (après une première dévalorisation de 18% en août 2023). Concrètement, qu'est-ce que ça signifie ? Pour l'argentin moyen, il faut payer le même produit deux fois plus cher, mais pour nous le fait qu'on puisse acheter deux fois plus de choses avec la même somme (je simplifie un peu évidemment), mais qu'en est-il pour le change ? Au 31/10/2023 par exemple, le cours officiel du peso était de 1€ pour 372\$ et le cours du Dólar blue de 1€ pour 930\$. Vous comprendrez donc aisément qu'il était bien plus avantageux de

changer nos euros en Dólar blue (en fait, ce sont les mêmes billets de banque, c'est la personne qui nous fait le change qui... change). Le problème était que ce taux Dólar blue, même s'il pouvait se faire quasiment partout (enfin... surtout dans les grandes villes), n'était pas vraiment légal. Il était juste toléré. Les guides locaux en charge de groupes de touristes avaient donc pris pour habitude de faire venir des agents de change privés dans les hôtels pour effectuer ce change. Excepté à faire confiance au guide (ce qui est généralement le cas, surtout chez A&V), on n'avait aucune assurance qu'il ne s'agisse pas de faux billets ou que le taux soit le bon (il fallait suivre les cotations en temps réel). Par contre, pour tout ce qui était achats par carte dans les hôtels, les boutiques officielles, les restaurants, les retraits aux distributeurs... c'était le taux officiel qui prévalait. D'où l'intérêt des paiements en espèces changées en Dólar blue. En juillet 2022, pour favoriser un peu le tourisme et éviter le trop grand développement du Dólar blue sur lequel il n'y a aucun contrôle étatique, le gouvernement avait alors autorisé les banques à permettre aux touristes (et uniquement eux, donc nous...) de changer jusqu'à 5000 USD (le vrai dollar cette fois) en pesos au taux du dollar MEP, soit approximativement au taux du Dólar blue, mais cette fois de manière officielle. Plus intéressant, les paiements par carte bleue des touristes se font également sur la base du taux du dollar MEP. Il faut juste faire attention de posséder la carte bleue d'une banque qui ne prend pas (ou peu) de frais de change. En général, les frais prélevés pour les achats à l'étranger sont assez importants chez les banques classiques (Crédit Lyonnais, BNP, CIC...), mais très faibles, voire inexistants chez les banques en ligne (la meilleure étant sans doute Fortuneo qui ne prend aucun frais, Revolut : 0.50% de frais à partir de 1000€ retirés par mois, HelloBank, Boursorama... – pour plus d'infos, renseignez-vous sur le site de votre banque ou sur <https://www.moneyvox.fr/carte-bancaire/carte-voyage-etranger.php>. Vous voyez donc aussi que depuis la dévalorisation du peso, la différence entre le cours officiel et celui du Dólar blue et du dollar MEP (qui est à peu près le même) n'est plus aussi flagrante (1€ pour 800 pesos au cours officiel contre 1150 pour le MEP). En résumé, pour payer en Argentine, il est conseillé de faire un maximum de paiements par carte bleue quand c'est possible et de faire des retraits au distributeur (taux MEP appliqué pour ces deux transactions) ou d'avoir des euros ou des USD qu'on changera en pesos au taux officiel ou à celui du Dólar blue selon ce que nous dira notre guide pour faire les petits achats (sur les marchés artisanaux par exemple). Attention toutefois, si vous voulez effectuer du change, ayez de « beaux billets » pas froissés, cornés ou déchirés, sinon on risque fort de vous les refuser, y compris dans les banques... Pas simple je vous ai dit !



Pour connaître le taux VISA : https://www.visa.ca/en_CA/support/consumer/travel-support/exchange-rate-calculator.html

Site officiel BlueDollar : <https://bluedollar.net/> Tous les taux des différents pesos : <https://www.ambito.com/contenidos/dolar.html>

Dernières infos pratiques : <https://www.routard.com/forums/t/payer-en-argentine-en-2023/331612/7>

Société : un point sur la situation économique en Argentine

Buenos Aires (AFP) – Sans toit... ni lois. Pour de nombreux Argentins, le premier impact concret d'un mois de "dérégulation" sous la présidence ultralibérale de Javier Milei est l'aggravation du fléau inflationniste, conduisant à des loyers "libérés" toujours plus inaccessibles et une traque inlassable d'aliments à prix abordable.

(Publié le : 12/01/2024)

Entre des cartons vides et la moitié de son studio empaqueté, Tomas Sislian, 28 ans, s'apprête à quitter en février 2024 Saavedra, son quartier de toujours. Ses propriétaires n'ont pas renouvelé son bail, invoquant "la situation compliquée de l'économie". Traduction vraisemblable : attendre que le marché se stabilise pour fixer un loyer plus élevé, ou passer en AirB'nB. "J'ai vécu toute ma vie dans le coin, c'est horrible d'avoir l'impression qu'on m'expulse", explique le jeune producteur audiovisuel freelance. «Ça me frustre parce que je suis un professionnel, j'ai deux diplômes, quatre emplois, c'est pas possible de devoir partir à 20 kilomètres d'où j'ai toujours vécu...» La crise du logement n'est pas nouvelle à Buenos Aires, où foisonnent les locations de courte durée pour étrangers dollarisés, quand le peso des Porteños ne suit plus l'inflation des loyers - qui ne sont d'ailleurs quasiment plus jamais réclamés en pesos. Et le tableau a empiré avec une inflation de +12,8% en novembre et 25,5% en décembre (pour atteindre +211% en 2023), conséquence de la fin de l'encadrement des loyers, des prix, et la répercussion d'une dévaluation de 50% du peso aux premiers jours de la présidence de Javier Milei. Sentant le vent venir, Tomas sonde le marché depuis des mois. Mais sans trouver rien de proche à moins de quatre fois son loyer actuel, ou qui ne soit pas exigé en dollars. Rester dans le quartier lui grignoterait 50% de son salaire de 700.000 pesos (850 dollars). "On reçoit des gens désespérés, qui nous disent qu'ils ne savent pas où ils vont habiter le lendemain", assure Gervasio Muñoz, président de l'organisation *Inquilinos Agrupados* (Locataires rassemblés), en première ligne d'une situation selon lui "gravissime", d'une détresse immobilière vouée à empirer. Le "méga-décret" d'urgence publié en décembre par le gouvernement Milei, abroge, entre autres, une loi sur les loyers de 2020, amendée en 2023. Désormais, les baux ne sont régis par rien d'autre qu'un accord "libre" entre les parties : durée du bail, mécanisme de hausse, moyen de paiement, etc. Un contrat pourra s'honorer en bitcoin, "et toute autre cryptomonnaie et/ou espèces, comme des kilos de bœuf, ou des litres de lait", a même imagé fin décembre la ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur Diana Mondino sur son compte X. Un message qui lui a valu de nombreuses railleries sur un retour "féodal" au "temps du troc". Mais le bœuf et le lait, justement, posent problème. Comme les fruits, les légumes et tout le reste. Une dévaluation, explique l'économiste Hernan Letcher, se répercute d'abord sur le prix des importations. Mais qu'un secteur utilise ou non des biens importés, chacun augmente "pour ne pas rester à la traîne. Donc une dévaluation en Argentine a un effet direct sur les prix. Les salaires ont tendance à être mis à jour en dernier..." Le grand marché central de Buenos Aires, jadis une excursion sporadique pour venir acheter en quantité ou plus frais, devient pour beaucoup un passage obligé, comme l'attestent des allées fourmillant de gens de tous âges, juste venus pour acheter un peu moins cher. Quelle que soit la météo, Maria Espindola, retraitée de 65 ans, vient en bus de son quartier, où abondent pourtant les petits commerces, pour s'approvisionner ici. "Peu importe, ça m'économise quelque pesos." Ana Albornoz, nounou de 53 ans, explique que ses courses sont devenues un jeu de piste en quête de la bonne étiquette. "Avant, j'allais dans un seul supermarché, à présent je fais plusieurs endroits pour comparer et choisir". Le secteur immobilier prédit une "normalisation" du marché d'ici quelques mois, mais l'association *Inquilinos Agrupados* n'attendra pas. Dénonçant une situation "sans équivalent dans le monde", elle a saisi la justice d'un recours en nullité contre le méga-décret d'urgence. L'un des nombreux recours contre les réformes Milei. Qui, en attendant, affectent le quotidien des Argentins.

<https://www.france24.com/fr/>

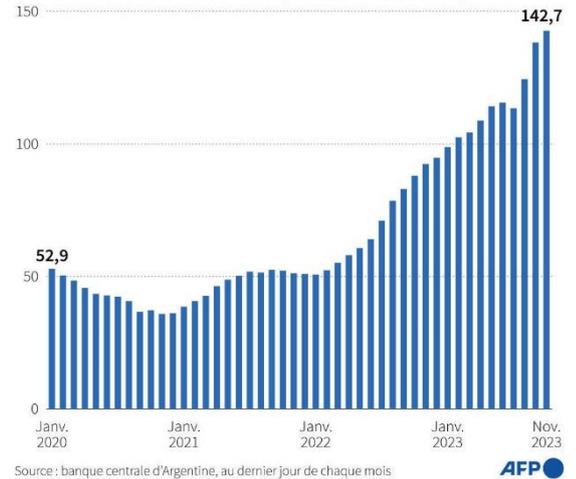
Argentine : des syndicats mis à l'amende par le gouvernement Milei pour avoir organisé des manifestations.

Plusieurs syndicats argentins ont indiqué avoir reçu une amende totale de 56 millions de pesos (66.000 dollars) pour les frais de sécurité engagés par l'Etat lors des manifestations organisées les 22 et 27 décembre à Buenos Aires. "Ces sanctions sont des actes de persécution et d'intimidation de la part du gouvernement du (président) Javier Milei", a dénoncé la Centrale des ouvriers (CTAA) dans un communiqué. Les deux manifestations se sont tenues sur une place du centre de Buenos Aires où des dizaines de personnes étaient rassemblées pour dénoncer l'interruption de l'aide alimentaire d'Etat aux organisations sociales. Et le 27 décembre, contre un décret de dérégulation massive de l'économie. Ces injonctions à payer reçues par au moins une douzaine d'organisations ont été envoyées par le ministère de la Sécurité nationale que dirige Mme Bullrich afin de « couvrir les coûts opérationnels » pour faire cesser les actions illégitimes et maintenir l'ordre public". Depuis le 10 décembre, jour de sa prise de fonction, Mme Bullrich répète vouloir mener une politique de fermeté contre les manifestants qui bloquent les axes de circulation. Elle a établi un protocole prévoyant l'usage de la force pour débloquent tout axe routier entravé par des manifestants ou des objets et enverra "la facture aux organisations ou individus responsables".

<https://www.rtbf.be/>

L'inflation en Argentine

Évolution sur un an de l'indice des prix à la consommation, en %



AFP